L'affaire d'août 2023 et le durcissement de la pratique

Dr Alexander Ressos, TEP
Attorney-at-Law (Switzerland and Germany),
Solicitor (England & Wales and Hong Kong)
Of Counsel, KGP Legal LLC
alexander.ressos@kgplegal.com.sg
www.ressos.com.sg

En août 2023, la Singapore Police Force a arrêté dix ressortissants étrangers et saisi ou gelé des avoirs finalement évalués à plus de 3 milliards de S$ dans ce qui est devenu la plus grande affaire de blanchiment d'argent de l'histoire de Singapour. Les faits sont exposés dans la partie L, chapitre V.[1] Pour les family offices, le constat pertinent est qu'au moins l'un des accusés avait utilisé une structure de family office singapourienne bénéficiant d'une incitation fiscale. Les banques, les prestataires de services aux sociétés et les professionnels des family offices qui traitaient avec le groupe n'avaient pas détecté l'origine des fonds. La MAS (Monetary Authority of Singapore, l'autorité monétaire et de surveillance financière) et le ministère des Finances ont réagi par un examen du secteur des family offices, dont est issu le projet d'exemption par catégorie décrit plus haut. Un comité interministériel sur la lutte contre le blanchiment a recommandé, dans son rapport d'octobre 2024, un contrôle plus strict à l'entrée. Les agréments au titre des sections 13O et 13U ont nettement ralenti en 2024, la MAS ajoutant à chaque demande des questions sur l'origine de la fortune.[2]

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Pour une famille crypto, la conséquence pratique est que le récit sur l'origine de la fortune doit être complet avant la demande. La MAS demande l'origine de la fortune familiale, l'historique de l'entreprise ou des investissements qui l'ont produite, le traitement fiscal dans le pays d'origine et les preuves on-chain qui rattachent les jetons à cet historique. Un fondateur capable de présenter l'allocation de jetons à la genèse, le calendrier d'acquisition (vesting), les relevés des plateformes d'échange et les déclarations fiscales dans lesquelles les gains ont été déclarés dispose d'un dossier solide. Une famille dont la fortune provient d'un minage précoce ou de transactions sur des plateformes qui n'existent plus a un dossier plus fragile et doit s'attendre à une procédure plus longue et à davantage de questions. Les rapports d'analyse blockchain décrits dans la partie F, chapitre III et la partie L, chapitre II sont désormais des annexes usuelles d'une demande de family office. Les banques qui tiendront les comptes du fonds demandent les mêmes documents. La pratique exposée dans la partie P, chapitre IX sur les relations bancaires des fortunes crypto s'applique intégralement.

Note pratique

Vous pouvez raccourcir la procédure d'agrément du family office en préparant le dossier sur l'origine de la fortune avant la première rencontre avec le régulateur. Ce dossier devrait contenir un récit chronologique de la constitution de la fortune et les documents sociaux et relatifs aux jetons qui étayent chaque étape. Ajoutez les déclarations ou avis d'imposition de chaque pays de résidence pendant la période d'accumulation, un rapport d'analyse blockchain sur les principaux portefeuilles couvrant toute la période et une référence bancaire d'un établissement qui a déjà mené son propre examen. Selon mon expérience, un tel dossier ramène la durée de la procédure de douze à dix-huit mois à six à neuf mois. Sans lui, le family office s'expose à un refus poli et non motivé.

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.

Notes

1. Singapore Police Force, communiqués de presse du 16 août 2023 et suivants sur les arrestations et saisies dans l'enquête pour blanchiment d'argent ; les dix accusés ont été condamnés entre avril et juin 2024. ↩
2. Inter-Ministerial Committee on Anti-Money Laundering, rapport du 4 octobre 2024 ; MAS, déclarations sur la vigilance renforcée pour les demandes d'incitations fiscales des fonds 2023–2024. ↩

Disclaimer

This article is provided for general information only. It is based on publicly available sources as at its date of publication. These sources have not been independently verified against licences, regulatory registers or the records of the entities concerned. It is not legal, tax, financial or investment advice. Nor is it a recommendation to invest in, transact with or use the services of any entity mentioned. Law and regulation change frequently, so the content may be incomplete or outdated. To the fullest extent permitted by law, Dr Alexander Ressos and the publisher of SingaporeIQ exclude all liability for loss or damage arising from the use of or reliance on this article. Readers should obtain advice on their specific circumstances before acting or refraining from action.

Names and trademarks of the entities discussed belong to their owners and are used for identification only. Their mention implies no endorsement, affiliation or allegation of wrongdoing. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. Corrections and updates: contact@ressos.com.

© 2026 Dr Alexander Ressos. This article may be quoted with attribution to SingaporeIQ (SingaporeIQ.com). Reproduction in full and any commercial use require prior written consent. The Legal Terms at https://singaporeiq.com/legal-terms apply.

Author contact: Dr Alexander Ressos, TEP · contact@ressos.com

© 2026 Dr Alexander Ressos. General information only, not legal, tax or investment advice. No client relationship is created. All Singapore law advice is provided by a duly licensed and regulated firm of Singapore advocates and solicitors only on the basis of an express written letter of engagement. More information at SingaporeIQ.com and ressos.com.sg.